

URGENCE HAÏTI

Vers une
reconstruction
durable

JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LA FEMME
Luck Mervil au Botswana

_ MALI
LA PETITE RÉVOLUTION
DES CANTINES SCOLAIRES

_ PHILIPPINES, VIETNAM
SE RELEVER DES
CATASTROPHES

PROGRAMME UNITERRA
Un séminaire dans
les forêts du Népal



CECI

CENTRE D'ÉTUDE ET DE
COOPÉRATION INTERNATIONALE
3000, rue Omer-Lavallée
Montréal (Québec)
Canada H1Y 3R8
www.ceci.ca

URGENCE HAÏTI

Vers une reconstruction durable

« Le 12 janvier à 17h, la vie s'est arrêtée en Haïti, pour tout le monde. » - Léonel Garnier, coordonnateur opérations d'urgence au CECI en Haïti.

Par Myriam Fehmiu

La catastrophe, la désolation, la détresse humaine en Haïti... il faudrait avoir passé des mois dans une caverne pour ne pas en avoir réalisé l'ampleur. Et même si la tâche d'assistance humanitaire et de reconstruction est encore colossale, la générosité du public, des entreprises, des communautés religieuses, des artistes, des différents paliers gouvernementaux et instances internationales a été à la hauteur du désastre.

Dès le matin du 13 janvier, les 150 employés nationaux du CECI ont amorcé des distributions d'eau et de biscuits à haute teneur nutritive. Fort de ces expériences passées en assistance humanitaire, le CECI a pu recourir aux réserves déjà stockées dans une autre région du pays. Ce n'était que le début d'un vaste déploiement humanitaire qui s'est poursuivi. Grâce à la générosité des transporteurs aériens tel que Air Transat, le CECI a pu acheminer rapidement du matériel médical, des denrées alimentaires, des trousseaux de santé et de cuisine. Ces stocks avaient été confiés par l'agence canadienne de développement international (ACDI) qui souhaitait des distributions rapides aux sinistrés et la Direction de la Protection civile d'Haïti avait mandaté le CECI pour réceptionner le contenu d'avion à l'aéroport Toussaint-Louverture.

Bien que nous encourageons l'achat local pour stimuler l'économie des pays où nous intervenons, il a fallu acheminer ces tonnes de nourriture, d'eau, de vêtements, d'abris ainsi que du matériel médical. Chaque jour depuis le tremblement de terre nous sommes subjugués par l'incroyable générosité des entreprises qui ont mis de côté leurs impératifs de rentabilité pour faire don de ces biens.

Pendant ce temps, un vent de solidarité soufflait sur le pays et une alliance des médias s'est formée pour réaliser un grand moment de télé intitulé *Ensemble pour Haïti*. Ce téléthon diffusé le vendredi 22 janvier a permis d'amasser un peu plus de 2 millions de dollars.

Des gens nous ont aussi contactés pour offrir aide, argent et biens. Mais au-delà de l'argent, il y a les gens. Des centaines de personnes ont organisé des événements- bénéfice dans leur milieu, tout autant de bénévoles sont venus prêter main forte à l'équipe du CECI à Montréal pour assurer le bon cours de la plus vaste campagne humanitaire de son histoire. À l'instar du parrain du CECI, Luck Mervil, du comédien Denis Bouchard, de l'animateur Philippe Fehmiu, plusieurs gens d'affaires, artistes et simples citoyens ont stoppé leurs activités pour apporter leur aide aux millions de sinistrés. Par conviction, pour perpétuer leur solidarité, par affiliation avec les valeurs du CECI, certains bénévoles sont depuis devenus des employés ou des fidèles collaborateurs. Certains Haïtiens habitant le Canada ou les États-Unis ont aussi joint les rangs de notre équipe à Port-au-Prince.

C'est dans cet esprit que près d'une centaine de spécialistes de la santé canado-haïtiens est allée soigner bénévolement à l'hôpital de Diquini à Port-au-Prince et à St-Marc dans l'Artibonite. Environ 32 000 personnes ont été soignées et nourries sur ces deux sites. D'ailleurs, le CECI et le Centre de coopération internationale spécialisé en santé et développement de Québec (CCISD) ont utilisé les ressources déjà en place dans le cadre d'un projet co-géré en santé et ont



donc été en mesure d'assurer l'assistance nécessaire dans l'Artibonite.

Dans la vingtaine de sites comme ceux-là, des leaders communautaires ont émergé et joint leurs énergies aux équipes du CECI, ce fut d'ailleurs une des clés pour une gestion efficace des secours, de l'hygiène et de la sécurité. Cet engagement des sinistrés eux-mêmes, témoigne du travail soutenu du CECI depuis 40 ans dans le pays et de notre approche prônant la mobilisation sociale et la dignité. Au total, c'est un bassin de plus de 110 000 personnes assistées sur une base régulière qui a pu notamment bénéficier de l'aide de l'agence canadienne de développement international par un appui financier de 900 000 \$. Le ministère des Relations internationales a quant à lui offert 550 000 \$ en argent et en médicaments. Ajoutons les généreux dons du public qui s'élèvent à 7 300 000 \$.

Sinistrés, mais participants de la reconstruction

Près de la moitié des ménages haïtiens sont à la charge des femmes et il est reconnu que celles-ci sont particulièrement vulnérables à la suite de catastrophes. Le CECI se préoccupe de cette situation et appuie celles qui ont perdu leur petit commerce, ces activités économiques telles que la vente de produits ou de nourriture. La perte de ce revenu, qui souvent fait vivre plusieurs membres de la famille aggrave leur précarité, les rendent plus vulnérables à l'exploitation sexuelle ou à la dépendance aux distributions de

l'aide alimentaire. À cette fin, l'appui financier du CECI permet aux femmes de mieux subvenir aux besoins de leurs enfants et de leurs proches et d'être mieux outillées pour quitter les sites d'hébergement. Ce volet s'est réalisé en collaboration avec des organisations de référence pour les femmes et les filles victimes de violence basées en Haïti.

Le défi demeure encore immense. Même en situation d'urgence, les organisations se doivent de mener des actions durables en considérant la phase de réhabilitation et de reconstruction. C'est pourquoi le CECI est maintenant orienté pour redémarrer l'économie par l'emploi et l'agriculture. Ces mesures assurent la sécurité alimentaire des familles, soit la possibilité de se nourrir de façon autonome sans recourir à l'aide alimentaire d'urgence. Nous travaillons aussi à la phase de reconstruction de concert avec la diaspora et les autorités locales. Nous assurons aussi une relance de la production agricole, des activités économiques et de la création d'emplois via nos activités de développement déjà en cours dans les zones non sinistrées.

Merci à toutes les personnes qui ont posé un geste, petit ou grand en solidarité avec nos frères et sœurs d'Haïti !

Pour ceux et celles qui voudraient perpétuer leur générosité, composez CECI au 30333 sur le clavier de votre téléphone cellulaire, pour faire un don de 5\$ en quelques secondes. ■



PHOTO: Nadia Berger



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME Luck Mervil au Botswana

Par Nadia Berger

À peine sorti d'une vaste campagne de collecte de fonds pour les victimes du séisme en Haïti, l'artiste et parrain du CECI Luck Mervil est maintenant en route pour l'Afrique australe afin d'informer le public canadien sur les enjeux d'égalité femmes-hommes et du VIH-Sida.

Pour souligner la Journée internationale de la femme du 8 mars, Luck s'est rendu au Botswana afin de rencontrer des leaders d'organisations communautaires qui travaillent avec les populations atteintes du VIH-Sida.

« Je suis heureux de découvrir le Botswana et les partenaires du Programme Uniterra en compagnie de Nadia Berger, une volontaire canadienne qui connaît bien les groupes locaux que nous allons rencontrer ainsi que les enjeux auxquels ils font face », a dit Luck Mervil.

Selon les Nations Unies, le Botswana occupe le deuxième rang mondial de prévalence du VIH; les femmes et les enfants sont des cibles particulièrement vulnérables. Plus de la moitié des gens infectés par le VIH et le Sida dans le pays sont des femmes.

Du 6 au 13 mars, Luck a visité des groupements locaux du Botswana, dont le comité « genre » de la Southern African Development Agency (SADC) qui offrira des activités spéciales dans le cadre de la Journée Internationale de la femme. Les organisations visitées sont partenaires de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) via le programme Uniterra géré conjointement avec le CECI.

Témoin de la difficulté de vivre avec le VIH-Sida au Botswana, Luck a relaté son voyage par des photos et des témoignages sur le site du programme Uniterra. Cette mission a permis de rappeler au public canadien que le VIH et le sida nous affectent tous et toutes, mais que la coopération volontaire peut avoir un impact positif. ■



PROGRAMME UNITERRA Un séminaire dans les forêts du Népal

Par Julie Roy

Au mois de juin 2010, le Népal est l'hôte du 63^e séminaire international d'Uniterra. Cette édition transporte le petit monde de la coopération internationale au cœur de la grande forêt népalaise et s'attaque à la gestion durable et équitable de ses richesses. Un défi fort stimulant, autant pour les participants que pour la population locale.

« Je commence à être fébrile », raconte en avril Christine Ayotte, l'une des vingt participant-es sélectionné-es dans les universités canadiennes pour prendre part à la mission de six semaines, dont le départ aura lieu à la fin mai.

Arrivés à Katmandou, les étudiants canadiens joindront leurs forces à celles de vingt jeunes Népalais, aussi choisis pour participer au programme organisé conjointement par l'EUMC et le CECI. Les participants seront ensuite affectés à des projets pratiques au sein d'organismes locaux qui œuvrent dans le secteur de la gestion forestière.

« Parmi les objectifs du programme, on veut donner la chance aux jeunes participants canadiens d'approfondir leur compréhension d'un secteur en développement tout en évoluant dans un contexte de travail interculturel », explique Emily Chartrand, agente de programme à l'EUMC.

La forêt népalaise

Au-delà de la dimension formative du séminaire, le contingent d'étudiants déployés sur le terrain devra appuyer le travail des organismes partenaires, en l'occurrence le FECOFUN (Federation of Community Forestry Users Nepal) et ANSAB (Asia Network for Sustainable Agriculture and Bioresources). Par le biais d'études de cas et de collectes de données, ils soutiendront l'action et alimenteront les connaissances de ces deux organismes phares dans la gestion des forêts au Népal.

« Ce séminaire est important puisqu'il apportera une visibilité à ce pays qui est un exemple à suivre en matière de gestion forestière. Des choses très positives se font ici. Il faut que le monde le sache », explique Ninkunja Nepal, chargée de programme sectoriel d'Uniterra.

Depuis près de 40 ans, le gouvernement népalais multiplie les initiatives et les projets de loi pour promouvoir la participation des communautés locales à la régénération, à la protection et à la gestion des forêts. Ainsi, des intérêts privés, publics, religieux et populaires forment aujourd'hui la grande communauté forestière népalaise et vaquent à la gestion durable et équitable du bien collectif.

Si le programme népalais de communauté forestière s'avère un modèle en matière de décentralisation, il implique néanmoins le renforcement des capacités locales dans plusieurs domaines. Ainsi, le séminaire du programme Uniterra permettra de soutenir les initiatives locales liées à des problématiques aussi diverses que la gouvernance, les stratégies de gestion équitable et de redistribution des richesses, le développement durable des forêts et de ses produits, ainsi que la gestion communautaire du bien forestier.

« En plus du défi de travailler en concertation avec un groupe, je trouve particulièrement intéressant le caractère intersectoriel du projet », raconte Christine Ayotte, étudiante de 2^e année au baccalauréat en développement social à l'UQAR. « Chacun arrivera là-bas avec ses propres connaissances et champs d'intérêt. »

Mobiliser les jeunes

Ce séminaire sera une occasion en or pour tous les partis impliqués de faire l'acquisition de nouvelles connaissances. Toutefois, les organisateurs souhaitent que le projet soit davantage qu'un simple échange de savoir-faire.

« On veut former de jeunes ambassadeurs de la coopération internationale et du développement durable », explique Emily Chartrand de l'EUMC. « D'ailleurs, les participants canadiens feront des conférences dans les écoles à leur retour pour parler de leur expérience. »

Christine Ayotte n'est pas encore partie, mais elle prend déjà très au sérieux son nouveau rôle d'ambadrice. « Avec les autres participants, on veut alimenter un blogue et faire une vidéo. Je crois vraiment qu'avec l'échange des connaissances et des expériences de chacun, on peut changer le monde. » ■



PHOTO: Patrick Alley

AGISSEZ MAINTENANT

Dons en ligne : www.ceci.ca

VOTRE DON FAIT UNE RÉELLE DIFFÉRENCE !

VOICI MA CONTRIBUTION DE : _____ \$ J'EFFECTUE MON DON PAR : CHÈQUE VISA MASTERCARD

N° DE LA CARTE : _____ DATE D'EXPIRATION : _____

SIGNATURE : _____

NOM : _____ PRÉNOM : _____

_____ N° _____ RUE _____ VILLE _____ PROVINCE _____ CODE POSTAL _____

TÉL. (RÉSIDENTE) : _____ COURRIEL : _____

JE DÉSIRE JOINDRE LES AMIS DU CECI – INFORMATION : carmenh@ceci.ca, 514 875_9911, poste 288

Veuillez nous retourner ce coupon avec votre contribution dans une enveloppe affranchie. Vous recevrez par retour de courrier un reçu pour fins d'impôt. **Merci de votre appui.**

Numéro d'enregistrement : 11884 6575 RR0001



PHOTO: Maude Benny-Dumont

MALI

LA PETITE RÉVOLUTION DES CANTINES SCOLAIRES

Par Julie Roy

CECI au Mali et coordonnateur du programme Uniterra. «*En comblant les besoins nutritionnels des élèves, rapidement nous avons remarqué une plus grande assiduité et une meilleure concentration de leur part. De plus, les résultats académiques et la fréquentation scolaire ont augmenté.*» Il est à prévoir que le projet contribuera également à faire reculer le taux de malnutrition au Mali. En 2006, près de 17 % de la population malienne souffrait de sérieuses carences alimentaires.

Si les écoliers sont les principaux bénéficiaires du programme de cantines scolaires, ils n'en sont pas les seuls. L'ensemble des petites communautés des villages de Wolodo, Zantiguila, Nianina, Korokoro, Fadiola et de la commune de Zan Coulibaly profitent des bienfaits du projet.

«*Pour concocter les repas, l'école achète de la nourriture et des condiments aux producteurs locaux ce qui a pour effet de stimuler l'économie. Par conséquent, tous ces facteurs positifs favorisent la cohésion sociale et une fierté nouvelle au sein des communautés participantes*», ajoute M. Sanogo du CECI.

Tous derrière les cantines

C'est une collecte de fonds organisée par le CECI qui a permis de mettre en place les cantines scolaires et de soutenir leurs premiers pas. L'objectif est maintenant d'assurer la pérennité de ce projet qui a déjà beaucoup apporté au développement économique et social des localités ciblées.

«*Les communautés doivent prendre en charge le projet. Présentement, nos cantines survivent grâce à un système de coûts partagés. D'un côté, il y a les subventions et de l'autre, il y a la contribution annuelle des parents. Chaque élève doit fournir 50 kilos de céréales par année pour alimenter les cantines*», précise Al Assane Sanogo, directeur du CECI au Mali. «*Maintenant, il est important de chercher et de trouver des appuis pour financer localement le projet.*»

Si la question financière n'est pas encore tout à fait réglée, notons que les cantines scolaires soulèvent l'enthousiasme collectif. Les populations bénéficiaires sont non seulement reconnaissantes, mais elles s'impliquent dans le développement du projet par le biais de comités de gestions mixtes.

«*Grâce à ces comités, les communautés participantes se préparent à devenir complètement autonomes dans la gestion quotidienne des cantines scolaires*», témoignent Maude Benny et Alexandra Baril, deux volontaires du CECI impliquées dans le projet. «*Présentement, on assiste les groupes dans différentes tâches, dont les activités agricoles. À moyen terme, les comités de gestion des cantines scolaires seront aptes à constituer des réserves de céréales, à récolter leurs propres aliments en plus de s'assurer de la qualité des repas servis*», expliquent-elles.

Outre la mobilisation populaire, les élus jettent un œil de plus en plus intéressé au projet. Plusieurs signes laissent donc présager de belles choses pour l'avenir des cantines scolaires au Mali. ■

Un petit projet qui fait une grande différence. C'est ainsi qu'on pourrait décrire celui des cantines scolaires, lancé il y a deux ans dans certaines localités maliennes en périphérie de Bamako. L'initiative s'avère, en effet, étonnamment efficace pour contrer la malnutrition ainsi que pour stimuler la scolarisation des jeunes et l'économie locale.

Inspirées à la fois des cuisines collectives et des clubs des petits-déjeuners, ces cantines visent en premier lieu à combler les besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire. Ces jeunes fréquentent l'école primaire d'un des six villages ruraux du Koulikoro, une région ciblée pour le démarrage du projet du CECI particulièrement touchée par la malnutrition.

«*À la pause du midi, les enfants rentraient à la maison où souvent, il n'y avait rien à manger. Par gêne de renvoyer leur enfant à l'école le ventre vide, les parents préféraient leur donner congé de classe l'après-midi. Par conséquent, il y avait beaucoup d'absentéisme*», explique Selly Ouane, directrice exécutive de l'ONG malienne Woiyo Kondèye partenaire du CECI pour implanter le projet. «*Avec les cantines scolaires, les parents n'ont plus à se soucier de nourrir leur enfant le midi. L'école s'en charge.*»

Ainsi, chaque jour après les cours du matin, un repas est servi aux enfants. Ces repas sont cuisinés puis servis par des femmes du village, majoritairement des mères d'élèves. Pour la bonne marche du projet, une formation en nutrition a été donnée à ces femmes. «*On leur enseigne à bien utiliser les ressources alimentaires locales et saisonnières pour faire des repas équilibrés, complets, sains et nutritifs*», précise Mme Ouane. «*En plus d'apprendre la valeur nutritive des aliments, les participantes redécouvrent souvent des mets locaux oubliés ou délaissés.*»

Des résultats positifs

Instauré dans la foulée des objectifs du millénaire visant à procurer l'éducation pour tous et à lutter contre le fléau de la malnutrition au Mali, le projet des cantines scolaires n'a pas tardé à engendrer des retombées positives.

«*Les résultats sont nombreux et très encourageants*», indique Al Assane Sanogo, directeur du



PHOTO: Bernard Chereus

Les populations touchées par les crises humanitaires nécessitent des appuis financiers. Vous pouvez y contribuer en utilisant le formulaire de souscription au verso.

Un don au CECI, un don qui agit!

Imprimé sur papier Cascades Rolland Enviro100 fait à 100 % de fibres postconsommation, sans chlore.



PHOTO: Patrick Allégn

PHILIPPINES, VIETNAM

SE RELEVER DES CATASTROPHES

Par Julie Roy

En attendant le prochain typhon

Certaines régions sont plus affectées que d'autres par les changements climatiques. C'est le cas de l'Asie du Sud-Est où l'automne se pointe chaque année avec son lot de tempêtes toujours plus violentes et dévastatrices. Sur le terrain, le CECI aide les populations à faire face et à se relever. Compte-rendu de la campagne Urgence Asie.

Fin septembre 2009. Les Philippines sont durement touchées par la tempête Ketsana et le typhon Parma. Les conséquences sont désastreuses : perte de vies humaines, destruction massive de maisons, d'écoles, d'infrastructures, de récoltes... Près de 9 millions de personnes sont affectées et d'un million sont déplacées. Les besoins sur le terrain sont variés et énormes.

Le CECI se mobilise avec la campagne Urgence Asie. «*Il y a eu un bel élan de solidarité. À preuve, 80 % des sommes amassées proviennent de fonds privés*», explique Carine Guidicelli, directrice des communications et des collectes de fonds au CECI.

Sur le terrain, l'aide s'organise rapidement. «*L'opération n'était pas évidente puisque nous n'avions pas de bureaux aux Philippines*», raconte Dilip Chinnakonda, chargé de projet du CECI en Asie.

Aux lendemains des événements, le CECI noue donc partenariat avec CONCERN, une ONG locale. Fort d'une expérience de 21 ans dans l'aide d'urgence aux Philippines et d'une vaste connaissance du terrain, CONCERN est l'allier idéal pour cibler les besoins, apporter l'aide appropriée et déterminer les priorités. L'ONG assiste des milliers de survivants en distribuant des trousseaux de survie et de cuisine ainsi qu'en apportant une assistance médicale et psychologique.

L'exemple du Vietnam

Malgré l'efficacité des mesures d'urgence, les Philippines demeurent vulnérables. «*Le pays connaîtra d'autres grandes tempêtes. Le défi est de renforcer la capacité des communautés locales à affronter et à se relever de ces catastrophes. Comme nous le faisons au Vietnam par exemple*», explique Dilip Chinnakonda.

À l'automne 2009, le Vietnam a aussi connu sa part d'ennuis en raison de violentes conditions climatiques. La population a pu bénéficier d'une partie des fonds amassés avec la campagne Urgence Asie. «*Pour le Vietnam, nous avons acheté et distribué des trousseaux de nourriture, d'hygiène et de santé, mais aussi investi pour reconstruire des maisons, des écoles et pour fournir du nouveau matériel scolaire aux enfants*», mentionne Carine Guidicelli.

Les besoins à combler étaient grands, mais auraient pu l'être davantage n'eût été du programme de consolidation des capacités des communautés locales auquel œuvre le CECI depuis 2001. «*Nous travaillons avec les autorités et la population vietnamiennes pour sécuriser les terres agricoles, les maisons, les écoles... Un plan d'urgence a aussi été déterminé pour assurer l'intégrité physique des individus lors des tempêtes*», explique M. Chinnakonda. «*C'est un travail collectif nécessaire pour l'avenir de ces communautés*». ■

EL MUNDO, Vol. 5, n° 1, mai 2010

Bulletin trimestriel de la collecte de fonds du CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (CECI)



CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE
3000, rue Omer-Lavallée
Montréal (Québec)
Canada H1Y 3R8

Tél. : 514 875_9911, poste 290
Télé. : 514 875_9461
redaction@ceci.ca | www.ceci.ca

Directrice : Carine Guidicelli
Coordination de la rédaction : Myriam Fehmiu
Conception graphique : Smartiz
Production graphique : www.coopdesign.ca

Also available in English